

26 janvier 2024

CDMSI(2023)013

24^e réunion du Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI)

29 novembre - 1er décembre 2023

Rapport de réunion

1. Ouverture de la réunion

M. Taavo Lumiste, président du CDMSI, a souhaité la bienvenue aux membres, aux participants et aux observateurs du CDMSI. Il a présenté les principaux points de discussion et de décision et s'est félicité notamment de l'achèvement des travaux des trois comités d'experts [MSI-SLP](#), [MSI-INF](#) et [MSI-RES](#).

2. Mot de bienvenue

Mme Hanne Juncher, directrice de la [société de l'information et de la lutte contre la criminalité](#), a souligné que les défis posés à la liberté d'expression et à la confiance dans les médias et l'information sont plus forts que jamais. Les crises et les conflits ont suscité de graves préoccupations pour les États en termes de sécurité et de stabilité politique et économique, mais aussi en termes d'accès à des informations fiables et de risques pour la sécurité des journalistes. Mme Juncher a souligné l'importance et la pertinence du travail entrepris par le CDMSI et a insisté sur le rôle crucial qu'il joue en abordant les questions pertinentes les plus actuelles.

Soulignant l'importance de la [campagne pour la sécurité des journalistes](#) lancée lors de la [Conférence de Riga le 5 octobre 2023](#), Mme Juncher a mis en évidence la nécessité d'un soutien actif des États membres à la campagne et l'importance de développer, au niveau national, des « chapitres nationaux » de la campagne, à caractère global et inclusif. Elle a également remercié le président du CDMSI, Taavo Lumiste, et la vice-présidente, Inge Welbergen, pour leur participation au lancement de la campagne.

Mme Juncher a ensuite informé les membres du CDMSI des changements structurels à venir, indiquant qu'à compter du 1er janvier 2024, le CDMSI, la Division des médias et de la gouvernance de l'Internet, ainsi que la Division de la coopération sur la liberté d'expression passerait de la [Direction Générale Droits humains et Etat de droit](#) (DGI) à la Direction [générale de la démocratie et de la dignité humaine](#) (DGII), Direction de la démocratie, sous la direction de Matjaž Gruden. Le travail du Conseil de l'Europe sur la démocratie serait rationalisé en regroupant les domaines de la liberté d'expression et de la liberté des médias, de la liberté d'association et de réunion et d'autres sujets connexes au sein d'un même service. Ce même service serait également responsable du nouveau Comité directeur sur la démocratie (CDDEM) qui doit rendre opérationnels les [Principes de Reykjavik pour la démocratie](#). Malgré les modifications apportées à la structure de gestion du secrétariat, il a été souligné que ces changements ne devraient pas avoir d'impact significatif sur les aspects opérationnels du CDMSI.

3. Adoption de l'ordre du jour

Le CDMSI a adopté l'ordre du jour de la réunion (annexe 1). La liste des participants et les informations sur la répartition des sexes figurent à l'annexe 2.

4. Travaux futurs du CDMSI/mandat futur

Mme Artemiza-Tatiana Chisca, chef de la division des médias et de l'internet et secrétaire du CDMSI, a présenté les termes de référence pour le travail des structures intergouvernementales au cours de la période quadriennale 2024-2027. Au cours de la période biennale 2024-2025, deux comités d'experts seront supervisés par le CDMSI, le Comité d'experts sur la sécurité en ligne et la responsabilisation des créateurs de contenus et des utilisateurs (MSI-eSEC) et le Comité d'experts sur les implications de l'intelligence artificielle générative pour la liberté d'expression (MSI-AI). Mme Chisca a expliqué que les termes de référence comprenaient en outre un engagement à assurer le suivi de certains instruments existants. Il a également été noté que des groupes de travail pourraient être mis en place pour les livrables non attribués aux comités d'experts et que des consultants externes contribueraient probablement à ce travail.

Le Comité d'experts sur la sécurité en ligne et la responsabilisation des créateurs de contenus et des utilisateurs (MSI-eSEC) devrait préparer un projet de recommandation sur la sécurité en ligne et la responsabilisation des créateurs de contenus et des utilisateurs. Compte tenu du nombre de nouvelles menaces dans l'espace numérique, l'objectif de cet instrument serait d'identifier et de classer les différents types de risques et dangers en ligne et de fournir des conseils à toutes les parties prenantes, y compris les États, sur l'atténuation des risques liés à ces dangers, en tenant dûment compte des instruments pertinents existants. Les membres du CDMSI ont eu un premier échange sur le champ d'application du futur projet de recommandation et ont mentionné les travaux de l'UE dans ce domaine ainsi que la nécessité de rationaliser les approches des deux organisations.

Le Comité d'experts sur les implications de l'intelligence artificielle générative pour la liberté d'expression (MSI-AI) est chargé d'élaborer un projet de lignes directrices sur les implications de l'intelligence artificielle générative sur la liberté d'expression. Compte tenu de l'impact potentiel de l'IA générative sur les droits de l'homme et l'intégrité de l'information en ligne, des orientations dans ce nouveau domaine sont largement considérées comme utiles et nécessaires. La MSI-AI doit se concentrer sur les aspects de l'IA générative qui sont susceptibles d'avoir des répercussions sur la liberté d'expression, en fournissant des orientations pratiques et réalisables aux catégories de parties prenantes concernées. Le projet de lignes directrices doit assurer la cohérence avec les travaux antérieurs du Conseil de l'Europe sur l'IA.

5. [Campagne du Conseil de l'Europe pour la sécurité des journalistes](#). [Conférence de Riga sur la liberté d'expression](#)

5.1. Conférence ["La plume est-elle plus puissante que l'épée ? Relever les défis actuels de la liberté d'expression et de la sécurité des journalistes"](#), 5-6 octobre 2023, coorganisée avec la présidence lettone du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.

La conférence qui s'est tenue à Riga sous la présidence lettone du Comité des Ministres a été organisée conjointement par le ministère letton des Affaires étrangères, le ministère de la Culture et le Bureau du Médiateur, ainsi que par le Conseil de l'Europe. Elle a abordé des questions cruciales concernant la liberté d'expression et la sécurité des journalistes, créant un pont entre les activités nationales et les objectifs généraux de la campagne du Conseil de l'Europe pour la sécurité des journalistes (voir les [conclusions et les messages clés](#)).

L'événement a accueilli des représentants de haut niveau des partenaires organisateurs ainsi que des intervenants du secteur des médias, des organisations internationales (Conseil de l'Europe, Union européenne, OSCE), des parlements nationaux, des secteurs juridiques et des droits de l'homme, du monde universitaire et de la société civile. Les sessions de la conférence ont abordé les menaces à la liberté d'expression, le rôle du journalisme dans les conflits, les restrictions légales à la liberté des médias et le rôle important des médias indépendants dans la lutte contre la désinformation. L'événement a souligné l'engagement à défendre la liberté d'expression et la sécurité des journalistes, en visant à créer un environnement où - ce qui est crucial pour une société démocratique - les journalistes puissent travailler sans crainte. Un enregistrement de la conférence et de ses panels est disponible [en ligne](#).

5.2. Lancement de la [campagne pour la sécurité des journalistes "Journalists Matter"](#), Riga, 5 octobre 2023

Le premier jour de la conférence a marqué le lancement officiel de la [campagne](#) du Conseil de l'Europe [pour la sécurité des journalistes](#), dont l'objectif est de sensibiliser aux menaces croissantes auxquelles sont confrontés les journalistes en ligne et hors ligne et d'encourager les États à intensifier leurs efforts dans ce domaine.

5.3. Première réunion des points focaux nationaux désignés pour la campagne. Prochaines étapes

La réunion inaugurale des [points focaux nationaux](#) de la campagne du Conseil de l'Europe pour la sécurité des journalistes s'est tenue en marge de la conférence. Cette réunion, à laquelle ont participé 25 points focaux nationaux désignés par les États membres pour la campagne, a servi de plateforme pour un premier échange de vues et de pratiques. L'objectif principal de la réunion était de présenter les objectifs, la feuille de route et les activités de la campagne, afin d'aligner les efforts au niveau européen et national suite au lancement de la campagne. Les représentants ont échangé leurs points de vue sur les mesures nationales en faveur de la sécurité des journalistes, discuté des défis actuels et exprimé leurs attentes vis-à-vis de la campagne.

Les points focaux nationaux ont reçu le [Guide de mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec\(2016\)4 sur la protection du journalisme et la sécurité des journalistes et autres acteurs des médias](#) [Guide de mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec\(2016\)4 sur la protection du journalisme et la sécurité des journalistes et autres acteurs des médias](#) et le [Guide de mise en œuvre étendu à des sujets sélectionnés dans le cadre des piliers de prévention et de promotion des lignes directrices de la Recommandation CM/Rec \(2016\)4 sur la protection du journalisme et la sécurité des journalistes et autres acteurs des médias](#), ainsi que le [Guide de poche : Actions clés pour améliorer la sécurité des journalistes](#).

La prochaine réunion des points focaux nationaux est prévue pour juin 2024, au cours de laquelle les points focaux nationaux devraient informer et échanger sur les plans d'action, les stratégies et les mesures convenus au niveau national pour la durée de la campagne dans le cadre de ses "chapitres nationaux".

Les membres du CDMSI ont été encouragés à poursuivre leur engagement dans la campagne et auprès de leurs points focaux nationaux.

6. Travaux normatifs

6.1. Comité d'experts sur l'intégrité de l'information en ligne (MSI-INF)

Le CDMSI a procédé à un échange de vues avec M. Andrin Eichin, président de la MSI-INF, et a pris note des informations fournies par Mme Evangelia Vasalou, secrétaire du Comité, sur la quatrième

réunion qui s'est tenue les 18 et 19 septembre 2023. M. Eichin a informé le CDMSI des progrès réalisés depuis la dernière réunion plénière et a présenté le *projet de Note d'orientation sur la lutte contre la propagation de la mésinformation et de la désinformation en ligne par le biais de la vérification des faits et de la conception de plateformes dans le respect des droits de l'homme*, ainsi que son *exposé des motifs*. Il a présenté l'objectif et la structure des documents et a insisté sur le fait qu'ils sont axés sur des conseils pratiques.

Le CDMSI a examiné et révisé les documents, en acceptant notamment de modifier ultérieurement, le cas échéant, la définition de "système d'intelligence artificielle", au cas où le CAI adopterait une définition différente pour la future convention-cadre sur l'IA.

Le CDMSI a ensuite adopté la [Note d'orientation sur la lutte contre la propagation de la mésinformation et de la désinformation en ligne par le biais de la vérification des faits et de la conception de plateformes dans le respect des droits de l'homme](#).

6.2. Comité d'experts sur les poursuites stratégiques contre la participation publique (MSI-SLP)

Le CDMSI a procédé à un échange de vues avec M. Tarlach McGonagle, corapporteur du *projet de recommandation sur les poursuites stratégiques contre la participation publique*, et M. Martyn Sampor, vice-président du MSI-SLP et corapporteur de l'*exposé des motifs* du projet de recommandation, et a pris note des informations fournies par Mme Giulia Lucchese, secrétaire du Comité, sur la quatrième réunion qui s'est tenue les 17 et 18 octobre 2023.

Mme Lucchese a noté que les Etats membres et d'autres parties prenantes avaient fourni des contributions détaillées lors de la consultation publique, qui a été intégré, selon leur pertinence dans le projet de texte. M. McGonagle a expliqué la genèse des concepts et principes clés du projet de recommandation, notamment la définition des poursuites stratégiques contre la participation publique (SLAPP) et les notions connexes de "participation du public" et d'"intérêt public". L'objectif principal du projet de recommandation est de faciliter l'identification, la prévention et la lutte contre les SLAPP. M. McGonagle a ensuite illustré les garanties et les recours énumérés dans le projet de recommandation et a donné un aperçu des mesures destinées à soutenir les cibles et les victimes de SLAPP. M. Sampor a présenté le champ d'application du projet d'exposé des motifs et les principales questions qu'il aborde.

Le CDMSI a discuté des documents et a fait des suggestions de révision à la lumière des commentaires écrits et des observations faites au cours de la réunion.

En tenant compte des positions exprimées par certains États membres sur des points spécifiques du projet de recommandation, le CDMSI a approuvé le document et a convenu de le transmettre au Comité des ministres tel que révisé et accompagné de l'exposé des motifs, pour examen et adoption finale du premier et pour prise de note du second.

6.3. Comité d'experts sur le renforcement de la résilience des médias (MSI-RES)

Le CDMSI a procédé à un échange de vues avec M. Richard Fletcher, corapporteur du projet de [Lignes directrices sur la mise en œuvre responsable des systèmes d'intelligence artificielle \(IA\) dans le journalisme](#), et avec Mme Elda Brogi, corapporteuse du projet de Bonnes pratiques pour un financement durable des médias d'information, et a pris note des informations fournies par Mme Urška Umek, secrétaire du Comité, sur la quatrième réunion qui s'est tenue les 5 et 6 octobre 2023.

Les corapporteurs ont présenté le champ d'application, la structure, les principales conclusions et/ou les lignes directrices incluses dans les résultats respectifs, en soulignant notamment l'impact de l'utilisation des technologies numériques dans le secteur des médias sur sa durabilité. Le CDMSI a procédé à l'examen des deux rapports section par section, avec l'aide du Secrétariat. En ce qui

concerne le rapport sur les bonnes pratiques, les États membres ont été invités à mettre à jour les informations qu'ils avaient fournies en 2022 jusqu'au 20 décembre 2023.

Le CDMSI a ensuite adopté les lignes directrices et approuvé le rapport.

7. Gouvernance numérique

7.1. [Comité du Conseil de l'Europe sur l'intelligence artificielle \(CAI\)](#) - Informations sur les derniers développements des travaux du CAI - par Thomas Schneider, président du CAI, et le secrétariat.

Thomas Schneider, président de la CAI, a informé le CDMSI de l'avancement du projet de convention-cadre sur l'intelligence artificielle et des négociations connexes entre les futures parties signataires de la convention. Comme certaines de ces futures parties ne sont pas membres du Conseil de l'Europe et ne sont donc pas liées par les obligations positives découlant de la Convention européenne des droits de l'homme, d'autres moyens sont en train d'être examinés pour mettre en œuvre les obligations découlant de la future convention-cadre sur l'IA. Malgré ce défi, le CAI vise à ce que l'instrument ait une portée mondiale grâce à une large participation. D'autres défis à relever consistent à trouver un champ d'application sur lequel tous les États peuvent s'entendre, en particulier en ce qui concerne les obligations du secteur public et du secteur privé. La question de la sécurité nationale constitue également un défi de taille, car il s'agit de trouver un équilibre entre les perspectives des gouvernements et celles de la société civile. Enfin, M. Schneider a évoqué la tâche délicate qui consiste à garantir la précision tout en préservant le caractère évolutif de la convention. La Convention-cadre devrait être adoptée par le Comité des ministres dans le cadre des célébrations du 75e anniversaire de l'Organisation, début mai 2024.

7.2. Mesures prises dans le cadre du [Partenariat numérique](#) : Echange informel du Comité des Ministres sur les réalités immersives et leur impact sur les droits de l'homme, l'Etat de droit et les principes démocratiques - en attente du rapport du Conseil de l'Europe et de l'IEEE sur le Le MétaversLe Métavers

Le CDMSI a été informé de la réunion informelle du Comité des ministres du 14 septembre 2023 sur l'impact potentiel des réalités immersives, en particulier le Métavers, sur les droits de l'homme, l'État de droit et la démocratie. L'objectif était de recueillir les points de vue de divers secteurs, en apportant des perspectives variées allant de l'expertise en matière de droits de l'homme aux parties prenantes scientifiques/neuroscientifiques et de la société civile. Parmi les participants figuraient des représentants de l'industrie (META et LEGO), des organisations de défense des droits de l'homme (Amnesty International), des chercheurs, des universitaires et le rapporteur de l'APCE sur le Métavers, afin d'établir des parallèles avec les travaux en cours de l'APCE sur cette évolution. La réunion a suscité un vif intérêt, avec une forte participation et des réactions positives.

Le rapport, qui est une contribution conjointe d'un vaste réseau d'ingénieurs en électronique et d'autres experts, examine divers aspects du Métavers, afin d'identifier son potentiel et ses opportunités, mais aussi les risques qui y sont liés, notamment du point de vue des droits de l'homme et de l'État de droit. Les principaux domaines d'intérêt mis en évidence au cours des discussions sont la vie privée et la protection des données, l'identité, la sûreté et la sécurité, la protection des populations vulnérables, l'accessibilité et la liberté d'expression et la censure. Le résumé sera disponible en ligne, tandis que la version plus longue du rapport deviendra une publication qui sera finalisée dans la première partie de 2024.

7.3. Participation du Conseil de l'Europe à des événements liés à la gouvernance numérique

Le Secrétariat a fourni des informations sur la participation du Conseil de l'Europe à [EuroDIG 2023](#) à Tampere (19-21 juin 2023). Les sessions du Conseil de l'Europe ont abordé la supervision par la société civile des mesures d'application de la loi dans le cyberspace, en mettant l'accent sur la confiance, la responsabilité et la transparence dans les actions des États contre la cybercriminalité. En outre, le Conseil de l'Europe a apporté des contributions significatives à plusieurs sessions concernant l'IA, les grands modèles de langage pour les enfants et l'éducation, et l'impact des technologies numériques sur l'environnement. En outre, le Conseil de l'Europe a contribué aux discussions sur l'impact de la guerre et la protection des citoyens pendant les crises.

Le CDMSI a également été informé de la tenue de l'[IGF 2023](#) à Kyoto, au Japon, du 8 au 12 octobre 2023. Le Secrétaire général adjoint, M. Bjorn Berge, a participé à la cérémonie d'ouverture de haut niveau et à un atelier sur l'IA organisé par le Conseil de l'Europe. En outre, le Conseil de l'Europe a organisé des sessions sur la cybercriminalité, l'impact des réalités immersives sur les droits de l'homme, l'État de droit et la démocratie, ainsi qu'une session sur l'impact de l'IA sur les droits de l'homme, la démocratie et l'environnement. Le Conseil de l'Europe était également présent avec un stand d'exposition consacré au thème des "Droits numériques pour un monde connecté".

8. Échange de vues avec l'[IEEE](#), organisation membre du [Partenariat numérique](#) du Conseil de l'Europe

Présentation par Mme Irene Kitsara, European Standardization Initiatives Director, IEEE, du rapport conjoint Conseil de l'Europe - IEEE sur le Le MétaversLe Métavers et échange de vues sur les réalités immersives.

Le CDMSI a accueilli favorablement la présentation de Mme Irene Kitsara sur le rapport conjoint de l'IEEE et du Conseil de l'Europe sur l'impact du métavers, qui analyse le paysage complexe des réalités immersives. Reconnu comme un sujet clé dans l'[Agenda numérique 2022-2025](#) du Conseil de l'Europe, ce rapport conjoint est le résultat d'un processus global impliquant les idées de 50 experts couvrant différentes disciplines.

Le rapport décrit le métavers comme un écosystème dynamique et complexe qui peut potentiellement remodeler le tissu sociétal et peut même conduire à de nouvelles conceptions des droits de l'homme, notamment en ce qui concerne la liberté de pensée. Il souligne la nécessité d'une sensibilisation accrue, d'une compréhension technique et d'une prise en compte nuancée des arbitrages nécessaires, ainsi que d'un examen minutieux des rôles joués par les gouvernements, les intermédiaires de l'internet et les opérateurs de plateformes. Cela permettra de mettre en place des approches de corégulation et des solutions normatives efficaces. En outre, le rapport préconise une approche proactive des questions de protection de la vie privée et des données, en soulignant l'importance de la sauvegarde des droits de l'homme dès la conception.

Le CDMSI a échangé sur la présentation de Mme Kitsara et a discuté de l'importance de s'engager avec les fournisseurs de technologie concernant les approches réglementaires et les risques présentés par les réalités immersives et les gouvernements autoritaires qui peuvent chercher à abuser de ces espaces.

9. Echange de vues avec le Secrétariat de l'[Observatoire européen de l'audiovisuel](#) (OEA) et la [Plate-forme européenne des instances de régulation](#) (EPRA)

Informations fournies par Mme Maja Cappello, chef du service de l'information juridique

Mme Maja Cappello a présenté les mises à jour de l'Observatoire européen de l'audiovisuel, en commençant par le potentiel d'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) dans le travail de l'OEA en remplaçant certains processus d'analyse de marché par des processus automatisés.

En ce qui concerne les priorités futures de l'OEA, les jeux vidéo sont devenus un sujet important, et les gouvernements et les experts ont été invités à formuler des recommandations. La présentation a également porté sur les initiatives en cours de l'OEA, avec diverses publications telles que la [lettre d'information IRIS](#), [IRIS Plus](#), [IRIS Special](#), [AVMS Digest](#) et [IRIS Extra](#). Des ateliers, dont un sur les contenus d'intérêt public sur les plateformes audiovisuelles, ont été mis en avant, présentant une nouvelle approche de la présentation du contenu juridique.

En [suivant la](#) mise en œuvre de la [directive sur les services de médias audiovisuels \(SMA\)](#), l'attention a été portée sur les pays tiers, en se concentrant sur 11 pays en dehors de l'Union européenne. Les rapports juridiques prévus pour 2024 couvrent divers sujets, notamment l'IA, les jeux vidéo, l'éducation aux médias (EAM) et la transition verte.

Informations fournies par Mme Emmanuelle Machet, chef du secrétariat de la [Plate-forme européenne des autorités de régulation \(EPRA\)](#)

Les membres du CDMSI ont été informés des récents engagements et initiatives au sein de l'EPRA, allant de l'accent mis sur la fourniture de contenu en ligne et le rôle des médias de service public (PSM) discuté lors de la [57th réunion plénière](#) à Oslo aux défis de la création d'un marché des médias digne de confiance discuté lors de la [58th réunion de l'EPRA à Bucarest](#). Mme Machet a également mentionné la [table ronde sur l'IA et les régulateurs](#). Dans ce contexte, l'EPRA a également organisé une présentation des [Lignes directrices du CDMSI sur la mise en œuvre responsable des systèmes d'intelligence artificielle \(IA\) dans le journalisme](#). Le programme de travail de l'EPRA pour 2024 met l'accent sur l'IA, l'éducation aux médias et à l'information, le discours de haine et le pluralisme des médias. L'EPRA a également collaboré avec le e programme conjoint UE/CoE [EQUIROM](#), qui traite des questions de représentation dans les médias. En outre, l'EPRA développe activement un processus informel de coopération avec le Conseil de l'Europe sur les processus de renforcement des capacités réglementaires. Enfin, les membres du CDMSI ont pris note que la 59th réunion de l'EPRA se tiendrait à Rotterdam du 5 au 7 juin 2024.

11. Développements récents dans le domaine de la liberté d'expression

Tour de table - Informations fournies par les membres, observateurs et autres participants

Le CDMSI a fait un tour de table pour présenter les récents développements spécifiques à chaque pays dans le domaine de la liberté d'expression. Les membres ont discuté de la récente participation de la Lettonie au [programme TAIEX](#) et de la visite d'étude de représentants monténégrins en Lettonie pour promouvoir des mécanismes efficaces de lutte contre les discours de haine parmi des diverses parties prenantes. Au cours de la visite d'étude, les réunions organisées avec diverses institutions et parties prenantes (y compris le ministère de la Culture du pays hôte et d'autres ministères et autorités publiques compétents, l'autorité nationale de régulation des médias électroniques, le médiateur des médias publics, les ONG concernées et d'autres institutions compétentes) sur les thèmes du discours de haine, de la désinformation et du harcèlement en ligne ont donné lieu à des échanges fructueux. Cela devrait profiter aux activités en cours au Monténégro, liées à la mise en œuvre du plan d'action pour la période 2023-2024, suite à la première stratégie des médias du Monténégro.

Les membres ont également été informés de l'initiative du gouvernement français ["États généraux de l'information"](#) lancée en juillet 2023, qui vise à établir un modèle de médias et d'espace numérique pour les générations à venir, en impliquant les professionnels, les chercheurs et les citoyens. Ce processus se déroulera jusqu'à l'été 2024 et devrait déboucher sur des propositions concrètes pour gérer de manière proactive les développements futurs dans le domaine de l'information.

En outre, les participants ont été informés de l'adoption de deux lois sur les médias en Serbie et des mesures prises en Slovaquie pour mettre en place un système de signalement et un point de contact spécial de la police pour la gestion des problèmes en ligne.

Il a été noté que le gouvernement britannique est en train de mettre en œuvre la [loi sur la sécurité en ligne](#) (OSA), ce qui constitue une étape importante dans la résolution des problèmes de sécurité numérique. Les membres ont également été informés de la transposition de la directive sur les services de médias audiovisuels (SMA) en Bosnie-et-Herzégovine et de l'organisation d'événements, tels que le séminaire "Web Shield", pour informer les parties prenantes des changements réglementaires dans le domaine des médias. En Estonie, des modifications ont été apportées aux lois sur les médias, notamment en ce qui concerne l'octroi de licences pour les chaînes destinées à des pays tiers. En outre, l'Estonie est en train de promulguer une loi sur les discours haineux, en attendant la mise à jour du code pénal. En outre, les efforts se poursuivent pour soutenir les médias de qualité en langue russe après la fermeture des chaînes de propagande.

Les Pays-Bas ont adopté une [approche législative pour lutter contre la divulgation malicieuse de données personnelles en ligne \(doxing\)](#), en le qualifiant d'infraction pénale, en mettant l'accent sur l'intention malveillante, à compter du 1er janvier 2024. La Géorgie a mis en œuvre une réglementation sur le discours de haine et a entièrement transposé la directive SMA. En particulier, l'éducation aux médias et à l'information a été intégrée dans le programme scolaire national. Des progrès significatifs ont été réalisés en Ukraine dans le renforcement du cadre médiatique, ce qui a conduit à la reconnaissance de la réforme des médias comme une étape positive vers les négociations d'adhésion à l'UE. L'Ukraine a également été invitée à rejoindre le groupe des régulateurs européens pour les services de médias audiovisuels (ERGA). L'Arménie a récemment diffusé un projet de législation reconnaissant la sécurité des médias. Cet effort législatif reflète l'engagement de l'Arménie à faire progresser les normes de sécurité des médias et à s'aligner sur les recommandations du Conseil de l'Europe.

12. Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Echange de vues avec M. Stefan Schennach, rapporteur sur [« La lutte contre les SLAPP: un impératif pour une société démocratique »](#)

Les membres du CDMSI ont été informés du rapport de l'[Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe \(APCE\)](#) intitulé [« La lutte contre les SLAPP: un impératif pour une société démocratique »](#) par M. Stefan Schennach, premier vice-président de la [Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias de l'APCE](#). Le rapport a été adopté à l'unanimité par la commission le 10 octobre 2023. Il fournit une analyse du phénomène des SLAPP, une illustration des tendances et de l'impact des affaires de SLAPP et une vue d'ensemble des mesures anti-SLAPP actuelles et proposées, allant des réformes juridiques au soutien non juridique, tel que l'assistance psychologique pour les victimes et les cibles des SLAPP. M. Schennach a salué la concordance entre les travaux de l'APCE et l'approche du MSI-SLP sur la question des SLAPP, et a échangé avec le CDMSI sur la manière dont les SLAPP se manifestent dans les différentes juridictions européennes.

15. Les élections

Le Secrétariat a rappelé les règles et procédures électorales établies dans la [Résolution CM/Res\(2021\)3 concernant les comités intergouvernementaux et les organes subordonnés, leur mandat et leurs méthodes de travail](#).

15.1 Élections du président, du vice-président et des membres du bureau du CDMSI

Après information du secrétariat sur les règles et la procédure, les membres du CDMSI, par vote à bulletin secret

- a élu Mme Maja Zarić (Serbie) présidente du CDMSI et M. Taavo Lumiste (Estonie) vice-

président du CDMSI.

- **a élu cinq membres du Bureau** : M. Emir Povolakic (Bosnie-Herzégovine), Mme Katerina Polyzou (Grèce), Mme Aneta Gonta (République de Moldavie), Mme Inge Welbergen (Pays-Bas), M. Thomas Schneider (Suisse).

15.2 Élections des représentants du gouvernement à deux comités d'experts subordonnés

Le CDMSI a examiné les candidatures soumises et, par un vote à bulletin secret, a élu les représentants des États membres suivants à ses deux comités d'experts subordonnés :

- **Pour le Comité d'experts sur la sécurité en ligne et la responsabilisation des créateurs de contenus et des utilisateurs (MSI-eSec), le CDMSI a élu :**
 - Mme Maida Culahovic (Bosnie-Herzégovine),
 - Mme Marijana Grbesa (Croatie),
 - M. Levan Maisuradze (Géorgie),
 - Mme Nicole Stellou (Grèce),
 - Mme Stephanie Lukasik (Luxembourg),
 - M. Ales Završnik (Slovénie),
 - Mme Yaroslava Dyo (Ukraine).
- **Pour le Comité d'experts sur les implications de l'intelligence artificielle générative pour la liberté d'expression (MSI-AI), le CDMSI a élu :**
 - Mme Iva Nenadic (Croatie),
 - M. Jean-Gabriel Minel (France),
 - Mme Katerina Mantzou (Grèce),
 - M. Raphael Kies (Luxembourg),
 - M. Haroon Sheikh (Pays-Bas),
 - M. Marius Jitea (Roumanie) et
 - M. Andrin Eichin (Suisse).

16. Participation à des événements pertinents pour le CDMSI

Shahin Abbasov, responsable de programme à la Division de la [coopération sur la liberté d'expression](#), a donné un aperçu du travail avec les journalistes biélorusses et russes en exil, informant le CDMSI de deux ateliers connexes organisés en 2023. Ces événements ont été organisés dans le cadre du projet du Conseil de l'Europe "Promouvoir la coopération avec les représentants des médias biélorusses en exil", financé par les contributions volontaires des États membres du Conseil de l'Europe. En lien avec ce projet, le Groupe de contact du Conseil de l'Europe sur la coopération avec les représentants des forces démocratiques et de la société civile du Bélarus a été mis en place.

17. Travaux en cours sur l'éducation aux médias et à l'information

Présentation par Mme Martina Chapman, consultante indépendante en éducation aux médias et à l'information, du quiz sur les médias numériques développé avec la Division Médias et Gouvernance de l'Internet

Mme Martina Chapman a présenté le quiz sur les médias numériques, en soulignant les défis posés par l'élaboration d'un quiz accessible et convivial, compte tenu de la densité du contenu relatif aux droits de l'homme et à la liberté d'expression dans l'espace numérique. Le quiz est structuré autour de cinq thèmes, avec des questions à choix multiples correspondant à différentes catégories d'utilisateurs en ligne en termes d'adhésion aux droits et obligations de la liberté d'expression. Après avoir terminé le quiz, les utilisateurs pourront consulter des sources supplémentaires fournies par l'outil en relation avec les cinq outils, ainsi que soumettre des informations supplémentaires qui seront utiles au Conseil de l'Europe pour comprendre l'attitude du public à l'égard de la liberté d'expression. Le quiz sera diffusé

dans des réseaux de la société civile et des gouvernements. Mme Chapman a partagé le quiz avec les membres du CDMSI. Les participants ont ensuite échangé avec Mme Chapman sur les possibilités de traduction du quiz dans les langues nationales et autres et sur les canaux qui pourraient être utilisés pour sa diffusion.

18. Suivi des travaux antérieurs - discours de haine

Le Secrétariat a fourni des informations sur le projet de Compilation des pratiques prometteuses au niveau national et des outils pour la mise en œuvre des aspects pertinents de la [Recommandation CM/Rec\(2022\)16 du Comité des Ministres aux États membres sur la lutte contre le discours de haine](#). La compilation, qui sera finalisée début 2024, sera basée, entre autres, sur les résultats de l'enquête diffusée parmi les membres du CDMSI et du CDADI et comprendra des pratiques prometteuses au niveau national ainsi qu'un outil d'auto-évaluation pour les États membres à utiliser comme liste de contrôle pour évaluer l'état de la mise en œuvre de la Recommandation.

Le CDMSI a accueilli le Dr Jennifer Jackson-Preece, professeur associé en nationalisme à l'Institut européen et au Département des relations internationales, London School of Economics and Political Science, qui a abordé les points clés de la compilation. Elle a souligné l'incidence croissante du discours de haine et indiqué quelques pratiques prometteuses pour lutter contre ce phénomène, telles que les unités de police en ligne, les obligations de retrait pour les plateformes où le discours de haine est signalé, les codes de conduite pour les partis politiques et les parlementaires, et les efforts de collaboration entre les régulateurs des médias, les organisations de la société civile, les organisations internationales et les journalistes pour détecter, surveiller et signaler le discours de haine. L'accent a été mis sur l'importance d'inclure les victimes de discours de haine dans ce dialogue, afin de tenir compte de leurs expériences vécues.

Plusieurs membres du CDMSI ont présenté les mesures nationales prises pour lutter contre le discours de haine, telles que le monitoring du racisme et du discours de haine ciblant les groupes vulnérables en Roumanie, où une plateforme est envisagée pour permettre un signalement anonyme en ligne, et où des amendements au code pénal sont en cours d'élaboration pour criminaliser le discours de haine, quelle que soit l'intention de l'auteur. En Grèce, un guide a été élaboré à l'intention des victimes de crimes de haine pour leur permettre de trouver un meilleur soutien et des conseils, et en Ukraine, la lutte contre la désinformation et la propagande ennemie sera soutenue par des instruments juridiques améliorés pour contrer le discours de haine.

19. Congrès des pouvoirs locaux et régionaux

Echange de vues avec Mme Mélanie Lepoutier, Co-rapporteur du rapport sur "Les médias locaux et régionaux : chiens de garde de la démocratie, gardiens de la cohésion communautaire".

Le CDMSI a eu un échange de vues avec Mélanie Lepoutier, co-rapporteur du Congrès, sur le rapport ["Les médias locaux et régionaux : garants de la démocratie, gardiens de la cohésion au sein des communautés"](#). Mme Lepoutier a souligné le rôle vital joué par les collectivités locales et régionales dans la vie des citoyens, en insistant sur l'importance correspondante des médias locaux et régionaux en tant que gardiens publics essentiels de ces derniers. Le rapport met en évidence un déclin inquiétant des médias locaux et régionaux. La motivation principale du rapport est de renforcer les médias locaux et régionaux en encourageant le pluralisme et la viabilité des médias, surtout si l'on considère que les fonctionnaires locaux ne sont pas nécessairement des experts en matière de médias. Les responsables locaux ont exprimé le souhait d'une présence renforcée des médias. Des études indiquent une corrélation entre le déclin des médias locaux et régionaux et la réduction de la participation aux élections locales, associée à une polarisation accrue.

Se référant à la [Recommandation CM/Rec\(2018\)1 du Comité des Ministres aux États membres sur le pluralisme des médias et la transparence de leur propriété](#), Mme Lepoutier a souligné l'obligation positive des États de fournir, dans leur cadre juridique, des garanties pour le pluralisme des médias.

Le [rapport](#) propose des pratiques clés, notamment l'investissement dans la collecte de données et la recherche pour comprendre les défis, la création de conditions de concurrence loyale, la promotion de la sécurité des journalistes, et la garantie de conditions de santé et sécurité pour les journalistes locaux qui peuvent être confrontés à des défis uniques d'autocensure dans un contexte local.

20. Travaux du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité

M. Jan Kralik, responsable de programme à la division de la cybercriminalité, a présenté le [protocole additionnel à la Convention de Budapest sur la cybercriminalité](#) relatif au renforcement de la coopération et de la divulgation de preuves électroniques. Les défis à venir incluent l'impact du cloud computing (ou informatique en nuage) sur le stockage des données, ce qui peut entraver la collecte de preuves électroniques. Il est essentiel de s'adapter à ces nouveaux défis tout en défendant les valeurs démocratiques et l'État de droit. Une récente [note d'orientation](#), adoptée en juin 2023, favorise une compréhension commune entre les parties et renforce les synergies entre la Convention de Budapest et d'autres cadres. La [conférence Octopus](#), qui célèbre le 10e anniversaire de l'Office de lutte contre la cybercriminalité, a été soulignée comme faisant partie des efforts en cours dans ce domaine. Le CDMSI a ensuite échangé sur certains des défis de l'IA et de la désinformation pour la prévention de la cybercriminalité.

21. Rapport du rapporteur jeunesse du CDMSI

Le CDMSI se félicite de la présentation de M. Marius Jitea, rapporteur pour la jeunesse du CDMSI, faite en son absence par M. Costin Ciobanu, sur plusieurs des événements auxquels il a participé en rapport avec la jeunesse, l'espace numérique et la liberté d'expression. Il s'agissait, entre autres, d'événements avec des plateformes européennes de jeunesse, de sessions de sensibilisation pour les jeunes acteurs sur la [campagne pour la sécurité des journalistes](#) et de la participation au programme [EQUIROM](#), qui a organisé un cours de formation sur les journalistes itinérants et les populations roms.

22. Travaux du Conseil de l'Europe sur la protection des données

Le CDMSI a accueilli favorablement la présentation de Mme Isabelle Servoz-Gallucci, chef de l'[unité Protection des données](#), sur les travaux en cours dans le domaine de la protection des données. Mme Isabelle Servoz-Gallucci a fait le point sur la [Convention 108+](#), qui contient plusieurs protocoles d'amendement qui doivent encore être signés par les 38 signataires nécessaires. Elle a également commenté les récents documents adoptés par le T-PD et les travaux en cours dans le domaine de la protection des données et des neurosciences, en collaboration avec le [Comité directeur pour les droits humains dans les domaines de la biomédecine et de la santé \(CDBIO\)](#).

23. Questions diverses

Le CDMSI a convenu de tenir sa prochaine réunion plénière au cours de la semaine du 17 juin 2024 à Strasbourg.

24ème réunion
29 - 30 novembre 2023
(9h30-12h30 ; 14h00-17h30)
1er décembre 2023
(9h30-12h30)

Ordre du jour

29 novembre -1^{er} décembre 2023
Strasbourg, Palais de l'Europe, salle 7

29 novembre 2023

Session du matin 09h30 – 12h30

<p>1. Ouverture de la réunion</p> <p>M. Taavo Lumiste, Président du CDMSI</p>
<p>2. Mots de bienvenue</p> <p>Mme Hanne Juncher, Directrice de la Société de l'information et de l'action contre la criminalité</p>
<p>3. Adoption de l'ordre du jour</p>
<p>4. Travaux futurs du CDMSI / futurs mandats</p> <p><i>Pour information et discussion</i></p> <ul style="list-style-type: none">- Futur mandat du CDMSI- Futur mandat du Comité d'experts sur la sécurité en ligne et la responsabilisation des créateurs de contenus et des utilisateurs (MSI-eSEC)- Futur mandat du Comité d'experts sur les implications de l'intelligence artificielle générative pour la liberté d'expression (MSI-AI) <p><i>Informations fournies par Mme Artemiza Chisca, secrétaire du CDMSI. Discussion</i></p>
<p>5. Campagne du Conseil de l'Europe pour la sécurité des journalistes. Conférence de Riga sur la liberté d'expression</p> <p><i>Pour information et discussion</i></p> <p>5.1. La conférence « La plume est-elle plus puissante que l'épée ? Relever les défis actuels de la liberté d'expression et de la sécurité des journalistes », 5-6 octobre 2023, co-organisée avec la présidence</p>

létone du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe Conférence ([Conclusions et messages clés](#))

5.2. Lancement de la Campagne pour la sécurité des journalistes, Riga, 5 octobre 2023

5.3. Première réunion des points focaux nationaux désignés pour la campagne. Prochaines étapes.

Informations fournies par le Président, la vice-Présidente et le secrétariat du CDMSI. Discussion.

10h50 – 11h10 Pause café

6. Travaux normatifs. [Comité d'experts sur l'intégrité de l'information en ligne \(MSI-INF\)](#)

Pour discussion, discussion et décision

- Rapport de la 4^e réunion du MSI-INF (18-19 septembre 2023)
- *Projet de note d'orientation sur la lutte contre la propagation de la désinformation et de la désinformation en ligne par le biais de la vérification des faits et de la conception de plateformes dans le respect des droits de l'homme*

Présentation par M. Andrin Eichen, Président du MSI-INF, et Mme Evangelia Vasalou, secrétaire du MSI-INF

Examen et adoption éventuelle du projet de note d'orientation

Session de l'après-midi 14h00 – 17h30

7. Gouvernance numérique

Pour information et discussion

7.1. [Comité du](#) Conseil de l'Europe [sur l'intelligence artificielle \(CAI\)](#) - Informations sur les derniers développements des travaux du CAI - par Thomas Schneider, président du CAI, et le secrétariat.

7.2. Mesures prises dans le cadre du [partenariat numérique](#)

- o Echange informel du Comité des Ministres sur les réalités immersives et leur impact sur les droits fondamentaux, l'Etat de droit et les principes démocratiques - en attente du rapport du Conseil de l'Europe et de l'[IEEE](#) sur le Le MétaversLe Métavers

7.3. Participation du Conseil de l'Europe à des événements liés à la gouvernance numérique - EURODIG, IGF

*Informations fournies par Mme Rodica Ciochina, Responsable de programme
Secrétariat*

8. Echange de vues avec l'[IEEE](#), organisation membre du Partenariat numérique du Conseil de l'Europe

Pour information et discussion

Présentation par Mme Irene Kitsara, European Standardization Initiatives Director, IEEE, du rapport conjoint Conseil de l'Europe - [IEEE](#) sur le Le MétaversLe Métavers et échange de vues sur les réalités immersives.

9. Echange de vues avec le Secrétariat de l'[Observatoire européen de l'audiovisuel](#) et de la Plate-forme européenne des instances de régulation ([EPRA](#))

Pour information et discussion

Informations fournies par Mme Maja Cappello, Chef du département de l'information juridique

Informations fournies par Mme Emmanuelle Machet, Chef du secrétariat de l'EPRA

15:40-16:00 Pause café

10. Élections - Point d'information

Pour information

- Élections du/de la Président(e), du/de la vice-Président(e) et du Bureau du CDMSI
- Élection pour les deux nouveaux comités d'experts du CDMSI: MSI-eSEC et MSI-AI

Informations fournies par le Secrétariat

[Résolution CM/Res\(2021\)3 sur les comités intergouvernementaux et les organes subordonnés, leur mandat et leurs méthodes de travail](#)

11. Développements récents dans le domaine de la liberté d'expression

Tour de table - informations fournies par les membres, les observateurs et les autres participants

17h45-18h45 Cocktail

Lieu: Snack

30 novembre

Session du matin 09h30 – 12h30

12. [Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe](#)

Pour information et discussion

Echange de vues avec M. Stefan Schennach, Rapporteur sur "[Combattre les SLAPPs : Un impératif pour une société démocratique](#)"

13. Travail normatif. [Comité d'experts sur les poursuites stratégiques contre la mobilisation publique \(MSI-SLP\)](#)

Pour information, discussion et décision

- Rapport de la 4^e réunion du MSI-SLP (17-18 octobre 2023)
- *Projet de recommandation sur la lutte contre l'utilisation de poursuites stratégiques contre la mobilisation publique (SLAPP)*

Présentation par M. Tarlach McGonagle, Co-rapporteur du MSI-SLP, et Mme Giulia Lucchese, Secrétaire du MSI-SLP

Examen et approbation éventuelle du projet de recommandation

10h45 – 11h00 *Pause café*

[Comité d'experts sur les poursuites stratégiques contre la participation publique \(MSI-SLP\) \(suite\)](#)

Pour information, discussion et décision

- *Projet d'exposé des motifs du projet de recommandation sur la lutte contre l'utilisation des poursuites stratégiques contre la mobilisation publique (SLAPP)*

Présentation par M. Martyn Sampor, vice-Président du MSI-SLP et co-rapporteur du MSI-SLP

Examen et approbation éventuelle du projet d'exposé des motifs

Session de l'après-midi 14h00 – 17h30

14. Travail normatif. [Comité d'experts sur le renforcement de la résilience des médias \(MSI-RES\)](#)

Pour information, discussion et décision

- Rapport de la 4^e réunion du MSI-RES (5-6 octobre 2023)
- *Projet de lignes directrices sur la mise en œuvre responsable de l'intelligence artificielle (IA) dans le journalisme*
- *Bonnes pratiques pour un financement durable des médias - mise à jour du questionnaire sur la législation et les pratiques nationales dans ce domaine*

Présentation par M. Richard Fletcher, co-rapporteur du projet de lignes directrices, Mme Elda Brogi, co-rapporteur des bonnes pratiques, et Mme Urška Umek, secrétaire du MSI-RES

Examen et adoption éventuelle du *Projet de lignes directrices sur la mise en œuvre responsable de l'intelligence artificielle (IA) dans le journalisme*, prise de note des *Bonnes pratiques pour un financement durable des médias* et approbation des recommandations formulées dans le rapport

15h30-15h45 Pause café

15.Élections

Pour décision

15.1. Élection des organes directeurs du CDMSI

- Élection du/de la Président(e) du CDMSI
- Élection de/de la vice-Président(e) du CDMSI
- Élection du Bureau du CDMSI

15.2. Élection de 7 membres du Comité d'experts sur la sécurité en ligne et la responsabilisation des créateurs de contenus et des utilisateurs (MSI-eSEC))

15.3. Élection de 7 membres du Comité d'experts sur les implications de l'intelligence artificielle générative pour la liberté d'expression (MSI-AI)

16.Participation à des événements pertinents pour le CDMSI

Informations fournies par M Shahin Abbasov, Responsable de programme, Division de la coopération sur la liberté d'expression, les membres du CDMSI et le secrétariat.

1^{er} décembre

Session du matin 09h00 – 12h30

17. Travail en cours sur l'éducation aux médias et à l'information (MIL) - quiz digital

Pour information et discussion

Présentation par Mme Martina Chapman, consultante indépendante en éducation aux médias et à l'information, du quiz digital développé avec la division Médias et Gouvernance de l'Internet

18.Suivi des travaux précédents - discours de haine

Pour information et discussion

Note d'information sur le projet de Compilation de pratiques prometteuses au niveau national et d'outils pour la mise en œuvre des aspects pertinents de la [Recommandation CM/Rec\(2022\)16 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la lutte contre le discours de haine](#).

Dr Jennifer Jackson-Preece, professeur associé de Nationalism European Institute, Department of International Relations, London School of Economics and Political Science.

Informations fournies par les membres du CDMSI sur les mesures prises au niveau national pour lutter contre le discours de haine et mettre en œuvre la recommandation CM/Rec(2022)16.

19. [Congrès des pouvoirs locaux et régionaux \(coe.int\)](#)

Pour information et discussion

Echange de vues avec le Rapporteur du Congrès, Mme Mélanie Lepoutier, sur le rapport sur "[Les médias locaux et régionaux : chiens de garde de la démocratie, gardiens de la cohésion communautaire](#)"

11h10 – 11h30 *Pause café*

20. Travaux du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité

Pour information et discussion

Informations fournies par M. Jan Kralik, responsable de programme, division de la cybercriminalité

21. Travaux du Conseil de l'Europe sur la protection des données

Informations fournies par Mme Isabelle Servoz-Gallucci, chef de l'unité de protection des données.

22. Rapport du rapporteur jeunesse du CDMSI

Pour information et discussion

23. Autres affaires

Date et lieu de la prochaine réunion

DOCUMENTS DE REFERENCE GENERAUX

Mandat	<i>Mandat du CDMSI 2022-2025</i>
Mandat	<i>Mandat de MSI-INF 2022-2023</i>
Mandat	<i>Mandat de la MSI-RES 2022-2023</i>
Mandat	<i>Mandat de MSI-SLP 2022-2023</i>
CM/Res(2021)3	<i>Résolution CM/Res(2021)3 sur les comités intergouvernementaux et les organes subordonnés, leur mandat et leurs méthodes de travail</i>
Déclaration finale et résolutions	<i>Conférence des ministres responsables des médias et de la société de l'information : Intelligence artificielle - Politique intelligente ; Défis et opportunités pour les médias et la démocratie. Déclaration finale et résolutions adoptées, (Nicosie, 10-11 juin 2021)</i>
Rapport de la conférence	<i>Conférence du Conseil de l'Europe des ministres responsables des médias et de la société de l'information (Nicosie, 10-11 juin 2021) - Rapport de la conférence</i>
Messages clés	<i>La plume est plus puissante que l'épée ? Relever les défis actuels de la liberté d'expression et de la sécurité des journalistes, Conférence internationale, Riga, 5-6 octobre 2023</i>

RAPPORTS DE REUNIONS RECENTES

CDMSI-BU(2023)004	<i>Rapport de la 25th Réunion du bureau du CDMSI (6-7 novembre 2023)</i>
MSI-INF(2023)16	<i>Rapport de la réunion 4th MSI-INF (18-19 septembre 2023)</i>
MSI-RES(2023)013	<i>Rapport de la réunion 4th MSI-RES (5-6 octobre 2023)</i>
MSI-SLP(2023)16	<i>Rapport de la réunion 4th MSI-SLP (17-18 octobre 2023)</i>
CDMSI-BU(2023)002	<i>Rapport de la 24^e réunion du bureau du CDMSI (13 avril 2023)</i>
MSI-INF(2023)11	<i>Rapport de la 3^e réunion du MSI-INF (27-28 mars 2023)</i>
MSI-SLP(2023)11	<i>Rapport de la 3^e réunion du MSI-SLP (18-19 avril 2023)</i>
CM(2022)109	<i>Rapport abrégé de la 21^e réunion du CDMSI (1-2 juin 2022)</i>
CDMSI(2022)003	<i>Rapport long de la 21^e réunion du CDMSI (1-2 juin 2022)</i>

<u>CDMSI-BU(2022)02</u>	<i>Rapport de la 23e réunion du bureau du CDMSI (3 novembre 2022)</i>
<u>CDMSI-BU(2022)01</u>	<i>Rapport de la 22e réunion du bureau du CDMSI (7 avril 2022)</i>

**Steering Committee on Media and Information Society (CDMSI) /
Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI)**

**24th meeting – 29 November – 1 December 2023 /
24^e réunion – 29 novembre – 1 décembre 2023**

List of participants / Liste de participants

Total number of participants: / Nombre total des participants : 89
Gender distribution: 42 men (47%) / 47 women (53%) / *Parité entre hommes : 42 hommes (47%) / 47 femmes (53%)*

MEMBERS/MEMBRES

ALBANIA/ALBANIE	Mr/M. Andi XHOI Permanent Representation of Albania to the Council of Europe / <i>Représentation permanente de l'Albanie auprès du Conseil de l'Europe</i>
ARMENIA/ARMENIE	Mr/M. Tigran Dadunts Director of the "Centre for Legislation Development" Foundation of the Ministry of Justice of Armenia / <i>Directeur de la fondation "Centre pour le développement de la législation" du ministère de la justice d'Arménie</i>
AUSTRIA/AUTRICHE	Mr/M. Matthias TRAIMER Federal Chancellery, Constitutional Service, Media, Information Society, Political Parties (Law) / <i>Chancellerie fédérale, Service constitutionnel, Service Médias et société de l'information, partis politiques (droit)</i>
AZERBAIJAN/AZERBAÏDJAN	Mr/M. Rasim BAGHIROV Head of International Relations and Strategic Planning, Media Development Agency of the Republic of Azerbaijan / <i>Responsable des relations internationales et de la planification stratégique, Agence de développement des médias de la République d'Azerbaïdjan</i>
BELGIUM/BELGIQUE	Mr/M. Johan BOUCIQUÉ Media Advisor, Department of Culture, Youth and Media, Flemish Government / <i>Conseiller médias, Département de la culture, de la jeunesse et des médias, Gouvernement flamand</i>
BOSNIA AND HERZEGOVINA/BOSNIE-HERZEGOVINE	Mr/M. Emir POVLAKIĆ Head of Audiovisual and Media Services, Communications Regulatory Agency / <i>Chef des services audiovisuels et médias, Agence de régulation des communications</i>
CROATIA/CROATIE	Ms/Mme Nives ZVONARIĆ Head of Media Sector, Ministry of Culture and Media / <i>Cheffe du secteur des médias, ministère de la Culture et des Médias</i>
CYPRUS/CHYPRE	Ms/Mme Victoria KALTSAKI Press and Information Officer, Press and Information Office(PIO), Ministry of Interior / <i>Chargée de presse et d'information, Bureau de presse et d'information, ministère de l'Intérieur</i>

CZECH REPUBLIC/REPUBLIQUE TCHEQUE	Mr/M. Artus REJENT Director, Media and Audio-Visual Department, Ministry of Culture of the Czech Republic / <i>Directeur, Département des médias et de l'audiovisuel, ministère de la Culture de la République Tchèque</i>
ESTONIA/ESTONIE	Mr/M. Taavo LUMISTE (Chair/Président) Deputy Permanent Representative, Permanent Representation of Estonia to the Council of Europe / <i>Représentant permanent adjoint, Représentation permanente de l'Estonie auprès du Conseil de l'Europe</i> Ms Heili JÕE EU Adviser, Department of Communication and International Cooperation, Estonian Ministry of Culture / <i>Conseiller UE, département de la communication et de la coopération internationale, ministère estonien de la Culture</i>
FRANCE	Ms/Mme Louise BAILLY Policy officer, General Secretariat – European Affairs Office, Ministry of Culture/ <i>Chargée de mission, Secrétariat général – Bureau des affaires européennes, ministère de la Culture</i> Mr/M Guillaume SCHAEFFER Head of the European Affairs Office at the Ministry of Culture / <i>Chef du bureau des affaires européennes du ministère de la Culture</i>
GEORGIA/GEORGIE	Mr/M. Ivane MAKHARADZE Commissioner Communications Commission of Georgia / <i>Commissaire, Commission des communications de Géorgie</i>
GERMANY/ALLEMAGNE	Mr/M. David NEJJAR Legal Department Representative, Deutscher Journalisten-Verband (German Federation of Journalists) / <i>Représentant du département juridique, Deutscher Journalisten-Verband (Fédération allemande des journalistes)</i> Mr/M. Stephan PACHE Representation of the Free State of Bavaria to the European Union / <i>Représentation de l'État libre de Bavière auprès de l'Union européenne</i> Ms/Mme Christiane KLEIN Representation of Rhineland-Palatinate / <i>Représentation de Rhineland-Palatinat</i>
GREECE/GRECE	Ms/Mme Aikaterini POLYZOU Head of Department for Audiovisual Media & Internet, Secretariat General for Communication & Media / <i>Chef du département Médias audiovisuels et Internet, Direction des médias, Secrétariat général pour la communication et les médias</i> Ms/Mme Sofia LATSOU Head of Directorate for Media, Secretariat General for Communication & Media / <i>Cheffe de la Direction des médias, Direction des médias, Secrétariat général pour la communication et les médias</i>
HUNGARY/HONGRIE	Mr/M. György OCSKÓ International Legal Advisor, National Media and Infocommunications Authority / <i>Conseiller juridique international, Autorité nationale des médias et des info-communications</i>
ICELAND/ISLANDE	Ms/Mme Elfa Yr GYLFADOTTIR Director, Media Commission, Ministry of Education, Science and Culture / <i>Directrice, commission des Médias, ministère de l'Éducation, des Sciences et de la Culture</i>

IRELAND/IRLANDE	<p>Ms/Mme Leah KIERAN Administrative Officer, Department of Tourism, Culture, Arts, Gaeltacht, Sport and Media, Broadcasting & Media Division / <i>Administrateur, ministère du Tourisme, de la Culture, des Arts, du Gaeltacht, des Sports et des Médias, division de la radiodiffusion et des médias</i></p> <p>Ms/Mme Aoife BYRNE Justice Attaché/ Deputy to the Permanent Representative of Ireland to the Council of Europe / <i>Attaché de justice/adjoint au représentant permanent de l'Irlande auprès du Conseil de l'Europe</i></p>
ITALY/ITALIE	<p>Mr/M. Pierluigi MAZZELLA Director General, Agency for the right to university education, Professor of Information and Communication, University of Rome / <i>Directeur general, Agence pour le droit à l'éducation universitaire, Professeur d'information et de communication, Université de Rome</i></p>
LATVIA/LETTONIE	<p>Mr/M. Andris MELLAKAULS Head of Information Space Integration Division, Ministry of Culture / <i>Chef de la Division de l'intégration de l'espace d'information, ministère de la Culture</i></p>
LIECHTENSTEIN	<p>Ms/Mme Noemi LIND</p>
LITHUANIA/LITUANIE	<p>Ms/Mme Rasa ZDANEVIČIŪTĖ Advisor, Media and Copyright Policy Division, Ministry of Culture of the Republic of Lithuania / <i>Conseillère, Division de la politique des médias et du droit d'auteur, ministère de la Culture de la République de Lituanie</i></p>
LUXEMBOURG	<p>Ms/Mme Céline FLAMMANG Senior policy advisor, Department of Media, Connectivity and Digital Policy, Ministry of State / <i>Conseillère principale, service des Médias, de la Connectivité et de la Politique numérique, ministère d'État</i></p>
REPUBLIC OF MOLDOVA/ REPUBLIQUE DE MOLDOVA	<p>Ms/Mme Aneta GONTA Vice-president of the Republic of Moldova Audiovisual Council / <i>Vice-Présidente du Conseil de l'audiovisuel de la République de Moldova</i></p>
MONACO	<p>Mr/M. Serge ROBILLARD Head of Partnerships and Institutional Relations, Interministerial Delegation in charge of Digital Transition / <i>Chargé des partenariats et des relations institutionnelles, Délégation Interministérielle chargée de la Transition Numérique</i></p>
MONTENEGRO	<p>Mr/M. Vukasin PUDAR Independent advisor, Media Directorate, Ministry of Culture and Media / <i>Conseiller indépendant, Direction des médias, ministère de la Culture et des Médias</i></p>
NETHERLANDS/PAYS-BAS	<p>Ms/Mme Inge WELBERGEN (Vice-Chair/ Vice-présidente) Legal officer Media, Ministry of Education, Culture and Science, Directorate-General of Culture and Media, Media and Creative Industries / <i>Conseiller juridique Médias, ministère de l'Éducation, de la Culture et des Sciences, Direction générale de la Culture et des Médias, Médias et Industries créatives</i></p>
NORWAY/NORVEGE	<p>Mr/M. Bjørn ECKBLAD Senior Advisor, Department of Media and Art, Ministry of Culture and Equality / <i>Conseiller principal, Département des médias et de l'art, ministère de la Culture et de l'Égalité</i></p>
POLAND/POLOGNE	<p>Mr/M. Krzysztof JANKOWSKI</p>

	Department of Strategy, National Broadcasting Council of Poland (KRRIT) / <i>Département de la stratégie, Conseil national de la radiodiffusion de Pologne</i>
PORTUGAL	Ms/Mme Charlotte SIMÕES Policy Officer, International Relations and Communication Department, General Secretariat of the Presidency of the Council of Ministers / <i>Chargée de mission, Service des relations internationales et de la communication, Secrétariat général de la Présidence du Conseil des ministres</i>
ROMANIA/ROUMANIE	Mr/M. Costin CIOBANU Diplomatic counsellor, Deputy to the Permanent Representative, Permanent Representation of Romania to the Council of Europe / <i>Conseiller diplomatique, adjoint au représentant permanent, représentation permanente de la Roumanie auprès du Conseil de l'Europe</i>
SERBIA/SERBIE	Ms/Mme Maja ZARIC Head of Unit for International Cooperation, Ministry of Culture and Media / <i>Chef de l'unité de la coopération internationale, ministère de la Culture et des Médias</i>
SLOVAK REPUBLIC/REPUBLIQUE SLOVAQUE	Mr/M. Zeljko Martyn SAMPOR Senior Counsel to the State Secretary, Ministry of Culture of the Slovak Republic / <i>Conseiller principal auprès du secrétaire d'État, ministère de la Culture de la République slovaque</i>
SLOVENIA/SLOVENIE	Mr/M. Skender ADEM Undersecretary, Ministry of Culture of Republic of Slovenia / <i>Sous-secrétaire, ministère de la Culture de la République de Slovénie</i>
SWEDEN/SUEDE	Ms/Mme Filippa ARVAS OLSSON Senior Adviser, Ministry of Culture, Division for Media and Democracy / <i>Conseiller principal, ministère de la culture, division des médias et de la démocratie</i>
SWITZERLAND/SUISSE	Mr/M. Thomas SCHNEIDER Ambassador, Director of International Affairs, Federal Department of the Environment, Transport, Energy and Communication DETEC, Federal Office of Communications OFCOM / <i>Ambassadeur, Directeur des affaires internationales, Service fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication DETEC, Office fédéral de la communication OFCOM</i> Ms/Mme Isabelle LOIS Junior Policy Advisor, Federal Department of the Environment, Transport, Energy and Communications DETEC, Federal Office of Communications OFCOM / <i>Service fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication DETEC, Office fédéral de la communication OFCOM</i>
TÜRKIYE	Mr/M. Yusuf DEMİRTAŞ Vice Head of Department V, Radio and Television Supreme Council (RTUK), International Relations Department / <i>Vice-chef du département V, Conseil suprême de la radio et de la télévision (RTUK), Département des relations internationales</i> Mr/M. Candaş AYNAGÖZ Expert, Radio and Television Supreme Council (RTUK), International Relations Department / <i>Expert, Conseil suprême de la radio et de la télévision (RTUK), Département des relations internationales</i>
UKRAINE	Ms/Mme Olha HERASYMIUK

	Chair, National Council of Television and Radio Broadcasting of Ukraine / <i>Présidente, Conseil national de la télévision et de la radiodiffusion d'Ukraine</i>
UNITED KINGDOM/ROYAUME-UNI	<p>Mr/M. Nigel HICKSON Head, Internet Governance, Department for Science, Innovation and Technology / <i>Responsable de la gouvernance de l'internet, ministère de la Science, de l'Innovation et de la Technologie</i></p> <p>Mr/M. Nathan MBALU Department for Science, Innovation and Technology / <i>ministère de la Science, de l'Innovation et de la Technologie</i></p> <p>Ms/Mme Sarah MARTIN Department for Science, Innovation and Technology / <i>ministère de la Science, de l'Innovation et de la Technologie</i></p>

OBSERVERS STATES / ÉTATS OBSERVATEURS

HOLY SEE/SAINT SIEGE	Mr/M. Michael LUKAS Spokesman of the Order of Malta in the Diocese of Hildesheim / <i>Porte-parole de l'Ordre de Malte dans le diocèse de Hildesheim</i>
MOROCCO/MAROC	<p>Mr/M. El Mahdi AROUSSI IDRISI Director of the legal studies Department, focal point, High Authority for Audio-visual Communication (HACA) / <i>Directeur du Département des études juridiques, point focal, Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle (HACA)</i></p> <p>Ms/Mme Chanaz EL AKRICH Head of Division for Cooperation Ministry of Culture, Youth and Sports, Department of Communication / <i>Cheffe de division de la Coopération, ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports, Département de la Communication</i></p>

OBSERVERS TO THE CDMSI / OBSERVATEURS AUPRES DU CDMSI

COMMUNITY MEDIA FORUM EUROPE	Mr/M. Nicolas HORBER Representative of the French radio Campus network to the national and international partners / <i>Représentant du réseau Radio Campus France auprès des partenaires nationaux et internationaux</i>
ASSOCIATION OF EUROPEAN JOURNALISTS / ASSOCIATION DES JOURNALISTES EUROPÉENS	Mr/M. William HORSLEY UK chairman and the Media Freedom Representative / <i>Président britannique et représentant pour la liberté des médias</i>
EUROPEAN BROADCASTING UNION (EBU) / UNION	Ms/Mme Sophia WISTEHOBE Legal Counsel / <i>Conseiller juridique</i>

<i>EUROPEENNE DE RADIO-TELEVISION</i>	
INTERNET RIGHTS AND PRINCIPLES COALITION / COALITION POUR LES DROITS ET PRINCIPES DE L'INTERNET	Ms/Mme Minda MOREIRA Steering Committee Member, Internet Rights and Principles Coalition / <i>Membre du comité directeur de la coalition pour les droits et les principes de l'internet</i>
NEWS MEDIA COALITION (NMC)/ COALITION DES MEDIAS D'INFORMATION	Mr/M. Andrew MOGER Chief Executive / <i>Directeur général</i>
REPORTERS WITHOUT BORDERS /REPORTERS SANS FRONTIÈRES	Mr/M Paul POUCHOUX Advocacy Officer/ <i>Responsable du plaidoyer</i>

OTHER PARTICIPANTS / AUTRES PARTICIPANTS

IEEE	Ms/Mme Irene KITSARA European Standardization Initiatives Director / <i>Directeur des initiatives européennes de normalisation</i>
IRELAND / IRLANDE	Ms/Mme Martina CHAPMAN Independent consultant specializing in media literacy policy and strategy development, research and project management / <i>Consultant indépendant spécialisé dans l'élaboration de politiques et de stratégies d'éducation aux médias, la recherche et la gestion de projets.</i>
LONDON SCHOOL OF ECONOMICS AND POLITICAL SCIENCE	Ms/Mme Jennifer JACKSON-PREECE Associate Professor of Nationalism European Institute, Department of International Relations, / <i>Professeur associé de l'Institut européen du nationalisme, Département des relations internationales</i>

COUNCIL OF EUROPE / CONSEIL DE L'EUROPE

COMMITTEE OF EXPERTS ON INCREASING RESILIENCE OF MEDIA (MSI-RES) / COMITÉ D'EXPERTS SUR LE RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE DES MÉDIAS (MSI-RES)	Mr/M. Richard FLETCHER Co-Rapporteur on the Draft Guidelines on the responsible implementation of Artificial Intelligence in journalism/ <i>Co-rapporteur sur le projet de lignes directrices sur la mise en œuvre responsable de l'intelligence artificielle dans le journalisme</i> Ms/Mme Elda BROGI Co-Rapporteur on Good Practices for Sustainable Media Financing / <i>Co-rapporteur sur les Bonnes pratiques pour un financement durable des médias</i>
COMMITTEE OF EXPERTS ON THE INTEGRITY OF ONLINE INFORMATION (MSI-INF)/ COMITÉ D'EXPERTS SUR L'INTÉGRITÉ DE L'INFORMATION EN LIGNE (MSI-INF)	Mr/M Andrin EICHIN Chair of MSI-INF / <i>President du MSI-INF</i>
COMMITTEE OF EXPERTS ON STRATEGIC LAWSUITS AGAINST	Mr/M Tarlach McGonagle Rapporteur / <i>Rapporteur</i>

<p>PUBLIC PARTICIPATION (MSI-SLP) / COMITE D'EXPERTS SUR LES POURSUITES STRATEGIQUES CONTRE LA MOBILISATION PUBLIQUE (MSI-SLP)</p>	
<p>CONGRESS OF LOCAL AND REGIONAL AUTHORITIES / CONGRES DES POUVOIRS LOCAUX ET REGIONAUX</p>	<p>Ms/Mme Mélanie LEPOULTIER Co-Rapporteur on the report on Local and regional media: watchdogs of democracy, guardians of community cohesion / <i>Co-rapporteur du rapport sur les médias locaux et régionaux : chiens de garde de la démocratie, gardiens de la cohésion communautaire</i></p>
<p>EUROPEAN COMMITTEE ON LEGAL CO-OPERATION / COMITÉ EUROPEEN DE COOPÉRATION JURIDIQUE</p>	<p>Mr/M. Eral KNIGHT Head of Private International Law Negotiations and International Relations, International Justice Policy Division, Ministry of Justice of the United Kingdom / <i>Responsable des négociations de droit international privé et des relations internationales, Division de la politique de justice internationale, ministère de la Justice du Royaume-Uni</i></p>
<p>EUROPEAN AUDIO-VISUAL OBSERVATORY / OBSERVATOIRE EUROPEEN DE L'AUDIOVISUEL</p>	<p>Ms/Mme Maja CAPPELLO Deputy Head of Department for Legal Information / <i>Chef de service adjoint pour l'information juridique</i></p> <p>Ms/Mme Amelie LACOURT Junior Legal Analyst / <i>Analyste juridique junior</i></p> <p>Ms/Mme Justine RADEL Legal Analyst / <i>Analyste juridique</i></p>
<p>EUROPEAN PLATFORM OF REGULATORY AUTHORITIES (EPRA) / LA PLATE-FORME EUROPÉENNE DES INSTANCES DE RÉGULATION</p>	<p>Ms/Mme Emmanuelle MACHET Head of Secretariat / <i>Cheffe du Secrétariat</i></p>
<p>PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE COUNCIL OF EUROPE (PACE) / ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE</p>	<p>Mr/M Stefan SCHENNACH First Vice-Chairperson: Committee on Culture, Science, Education and Media / <i>Premier Vice-Président : Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias</i></p> <p>Mr/M Roberto FASINO Head of Secretariat/ Secrétaire</p> <p>Mr/M. Marc GRUBER Co-Secretary / Co-Secrétaire Committee on culture, science, education and media / <i>Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias</i></p>

DGI - INFORMATION SOCIETY - ACTION AGAINST CRIME DIRECTORATE / DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION - LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

<p>Ms/Mme Hanne JUNCHER Director/ <i>Directrice</i></p> <p>Information Society and Action against crime Directorate / <i>Direction de la Société de l'information - Lutte contre la criminalité</i></p>
<p>Mr/M Matjaz GRUDEN Director, Directorate of Democratic Participation / <i>Directeur, Direction de la participation démocratique</i></p>
<p>Ms/Mme Artemiza-Tatiana CHISCA Secretary to the Steering Committee on Media and Information Society (CDMSI), Head of Media and Internet Division / <i>Secrétaire du Comité Directeur Médias et Société de l'Information (CDMSI), Chef de la Division Médias et Internet</i></p>
<p>Ms/Mme Urška UMEK Secretary of the Committee of Experts on Increasing Resilience of Media (MSI-RES), Head of Media Unit / <i>Secrétaire du Comité d'experts sur le renforcement de la résilience des médias (MSI-RES), /Chef de l'Unité Médias</i></p>
<p>Ms/Mme Giulia LUCCHESI Secretary to the Committee of Experts on Strategic Lawsuits against Public Participation (MSI-SLP), Media and Internet Division / <i>Secrétaire du Comité d'experts sur les poursuites stratégiques contre la participation publique (MSI-SLP), Division Médias et Internet</i></p>
<p>Ms/Mme Rodica CIOCHINA Programme officer, Media and Internet Division / <i>Chargée de programme, Division Médias et Internet</i></p>
<p>Ms/Mme Evangelia VASALOU Secretary to the Committee of experts on the Integrity of Online Information, Media and Internet Division / <i>Secrétaire du Comité d'experts sur l'intégrité de l'information en ligne, Division Médias et Internet</i></p>
<p>Mr/M Jan KRALIK Programme Manager, Cybercrime Division / <i>Chef de programme Division de la cybercriminalité</i></p>
<p>Ms/Mme Isabelle SERVOZ-GALLUCCI Head of Data Protection Unit / <i>Chef de l'unité de protection des données</i></p>
<p>Ms/Mme Irina TOMOVA Assistant, Media and Internet Division / <i>Assistante, Division Médias et Internet</i></p>
<p>Ms/Mme Hélène EIDENWEIL Assistant, Media and Internet Division / <i>Assistante, Division Médias et Internet</i></p>
<p>Ms/Mme Caroline LAVOUE Assistant, Media and Internet Division / <i>Assistante, Division Médias et Internet</i></p>
<p>Ms/Mme Lara GREIFF Trainee / <i>Stagiaire</i></p>

INTERPRETERS / INTERPRETES :

Ms/Mme Morgane LAMOTHE
Ms/Mme Elisabetta BASSU
Ms/Mme Lisa WOJCIECHOWICZ

